

Mutinerie

Contre le Virus du Capitalisme

Dans le passé, le prolétariat mondial a célébré le 1er mai dans certaines circonstances dramatiques: guerres impérialistes mondiales qui ont forcé les travailleurs à tuer, mourir et produire pour leur ennemi de classe - leur propre classe capitaliste - à de nombreuses occasions où la classe dirigeante a déclenché sa machine répressive pour écraser les luttes pour rendre l'exploitation plus rentable, et pour accroître un peu plus le poids des chaînes de l'oppression patronale.

Cette année, la classe ouvrière, notre classe, ne pourra pas descendre dans la rue. Dans de nombreux cas, les travailleurs ne pourront même pas recourir aux méthodes habituelles de luttes (piquets, occupations, marches) en raison d'un ennemi sournois qui serait indépendant des relations sociales capitaliste: Covid-19. En réalité, ce virus est la création logique de la société capitaliste, comme les guerres "localisées" qui tourmentent des millions de personnes, les émigrés à la recherche d'une vie moins misérable, les réfugiés contraints de fuir et de survivre dans des conditions inhumaines et les catastrophes environnementales qui frappent tous les êtres vivants de la planète. La relation entre les bouleversements climatiques, la prédation des derniers espaces naturels restants et la propagation de "nouveaux" agents pathogènes est désormais un fait établi par la grande majorité des scientifiques, du moins ceux qui ne sont pas totalement soumis aux pouvoirs en place. C'est dans ce contexte capitaliste qu'est née la nouvelle pandémie.

La pandémie de coronavirus frappe le monde entier. Il a bouleversé un ordre social et économique qui semblait immuable. Il a dramatiquement mis à nu la réalité des relations humaines dans cette société fondée sur l'exploitation d'êtres humains par d'autres au nom du profit.

Après des années de restrictions drastiques, des milliers, voire des millions de travailleurs doivent faire face à un système de santé défaillant et déficient. Pire et beaucoup plus encore, les pays dits émergents sont confrontés à une situation où le système de santé est à moitié décent ou n'a jamais existé. Dans ces pays, l'exploitation n'a même pas les quelques freins - qui sont maintenant attaqués depuis un certain temps - qui existent en «Occident»: travail précaire, sous-emploi, salaires de famine, bref, l'«exploitation» du XIXe siècle y est la règle. Le pire d'entre eux sont les pays comme les États-Unis qui, bien qu'ils soient le centre du

capitalisme "avancé", laissent des millions et des millions de prolétaires sans soins dignes de ce nom, car les salaires sont trop bas pour payer une assurance privée. Ne parlons pas des millions d'immigrants surexploités, "invisibles" et sans permis de séjour bien qu'ils soient essentiels pour de nombreux secteurs de l'économie (par exemple l'agriculture) car beaucoup restent au chômage, sans allocations, et sans accès aux soins médicaux en général.

L'image globale qui se dégage est celle d'un système de santé incapable de soigner tout le monde et qui fait le choix de ne pas sauver les personnes âgées et les malades (groupes qui, jusqu'à présent, ont connu le plus de victimes). Ces derniers sont les victimes sacrificielles d'un système qui, en même temps, n'a aucun problème à faire travailler tout le monde après la soixantaine et au-delà. Quels que soient les souffrances et les sacrifices que la classe ouvrière mondiale doit endurer, et, tant que ce système d'exploitation subsistera, il s'attaquera aux salaires indirects (services sociaux et santé) et aux salaires différés (en réduisant les pensions et en retardant l'âge de mise à la retraite). Partout où ces régimes de «haut statut» existent toujours, ils seront utilisés comme énergie pour le moteur sans contrôle de l'économie capitaliste.

Des millions de personnes et des salariés, sont obligés de travailler chaque jour dans des environnements extrêmement dangereux et dans des conditions de plus en plus difficiles. Dans ces usines et lieux de travail, toute discussion concernant les dangers de la pandémie se heurte aux intérêts des patrons et à la seule chose qu'ils considèrent comme légitime: leurs profits.

Jamais comme en cette époque de crise, la crise historique du capital n'a été aussi amplement amplifiée. Cette pandémie a révélé l'incompatibilité flagrante entre les intérêts des patrons et ceux de la classe ouvrière. Jamais la question fondamentale n'a été posée plus clairement: nos vies contre leurs profits.

Le système, aujourd'hui et à plus long terme, prétend que nous sommes tous égaux en tant que citoyens en matière de santé. La réalité actuelle montre que ce n'est pas le cas.

La crise du coronavirus met en évidence l'état dans lequel se trouve le système capitaliste depuis des années et si la pandémie dure beaucoup plus longtemps, les choses vont empirer. L'effet rebond, que les «gourous» habituels prédisent pour le début du quatrième trimestre 2020, est une pieuse illusion. Leurs projections sont basées sur des statistiques sans valeur, tout comme leurs analyses de la tendance positive de l'économie mondiale avant la crise de 2008, ce qu'ils n'avaient pas prévu à de très rares exceptions près.

Maintenant, ils prévoient une réduction du PIB mondial de 10 à 15% d'ici la fin de l'année avec une augmentation de centaines de millions de chômeurs et de sous-emplois. La

reprise économique, s'il doit y en avoir une, aura besoin de beaucoup de temps avant de pouvoir s'affirmer, et ne sera que temporaire et non résolue dans la phase décadente du système capitaliste. Même si, hypothétiquement et avec beaucoup de chance, le spectre de Covid-19 s'en va bientôt, tout ne reprendra pas comme avant, une semaine après.

La Chine est économiquement à genoux: les dernières données estiment qu'elle connaît première baisse significative du PIB depuis un demi-siècle. Les États-Unis sont à la hauteur de leurs dettes et de leurs déficits car en l'espace de trois semaines, de fin mars à début avril, 22 millions de travailleurs ont demandé des allocations de chômage, et ce n'est que le début. Or, la prospérité apparente des États-Unis ne repose que sur la suprématie du dollar et de ses forces armées, les plus puissantes du monde. L'Europe centrale, y compris l'Allemagne, était déjà en récession avant la pandémie. Les signes d'un ralentissement de l'économie mondiale étaient déjà évidents l'année dernière. L'avenir s'annonce de plus en plus sombre.

L'argent frais que la Banque centrale européenne (750 milliards d'euros) et la Réserve fédérale (plusieurs milliers de milliard de dollars environ) est censé gonfler les coffres des banques mais va très peu aux entreprises. Les bulles spéculatives se poursuivront car le taux de profit des entreprises est trop faible pour justifier de nouveaux investissements; mais il y aura des exceptions pour les principaux acteurs, qui bénéficient de l'intervention de l'Etat lorsque le financement bancaire est insuffisant.

Après les très vieux, les travailleurs de santé et ceux qui sont clairement victimes des coupes des services de santé, assassinés par le capitalisme, les autres à être frappés sont les ouvriers d'usine et ceux des secteurs les plus opprimés de notre classe qui, au-delà de l'exploitation «normale», doivent aussi endurer l'oppression raciste de la bourgeoisie. Ce sont ceux qui travaillent dans les situations les plus précaires et qui sont les moins payés et les plus facilement soumis au chantage. Ce n'est pas par hasard que les «points chauds» de l'épidémie ont commencé précisément là où les patrons ont forcé et obligé les ouvriers à travailler, même si cela signifie augmenter considérablement les risques d'infection car l'éloignement est, soit impossible, soit très difficile. De plus, ces travailleurs ne possèdent pas d'équipement de protection individuel ou

bien ce dernier est inadéquat. Le plus grand nombre de décès se trouve dans les banlieues ouvrières de New York et dans certaines des provinces industrielles du nord de l'Italie pour ne donner que deux exemples.

Mais le monde des affaires, indifférent au massacre en cours, fait pression pour un retour à la «normalité» dans les meilleurs délais, c'est-à-dire pour la production de plus-value dans les entreprises, au détriment de la santé de ceux qui se trouvent dedans comme hors des lieux de travail. Nous espérons donc que les travailleurs lutteront de nouveau pour défendre leur vie et leur santé. Les mobilisations de ces dernières semaines, en Europe et dans d'autres régions du monde, qui ont forcé les syndicats à se joindre aux travailleurs en colère, nous ont montré comment transformer l'impuissance en résistance, sur la base de nos besoins immédiats, au lieu de faire des sacrifices au nom du profit. Mais ce n'est pas assez.

Désormais, nous devons lier la défense de la santé de chaque travailleur à la perspective d'une société différente. Nous avons besoin d'un nouveau modèle social qui ne met plus la production en conflit avec la santé humaine, ni avec l'équilibre délicat de l'environnement naturel, déjà massivement menacé par la rapacité destructrice du capital. Jamais auparavant la contradiction entre la santé collective et le bien-être de l'humanité n'était rentrée en opposition de façon aussi frappante avec la logique du profit. L'autre logique du capitalisme serait une guerre qui détruirait à peu près tout pour de le reconstruire, fournissant au système capitaliste une nouvelle marge économique pour un nouveau cycle d'accumulation.

Le virus qui nous attaque est le capitalisme. Lutter contre cette maladie signifie construire l'alternative communiste à ce système d'exploitation et de mort. Cela signifie travailler pour construire et s'ancrer parmi les travailleurs pour construire et obtenir l'instrument politique de la lutte de la classe ouvrière: un parti de classe internationaliste et révolutionnaire, la future Internationale.

Nous avons toujours été engagés à cette tâche, mais elle est aujourd'hui plus importante que jamais, étant donné que la situation évolue rapidement et que le temps presse.

Il existe une alternative à ce système. La tâche pour l'édifier incombe à ceux qui en ont assez d'être exploités et utilisés par le capitalisme. Préparons-nous à notre rendez-vous avec l'histoire.



Gramsci



between
Marxism
and
Idealism

Onorato Damen

Prometheus Publications

Disponible
dans les
librairies
radicales ou
par notre
intermédiaire
à l'adresse
mail de
Klasbatalo

Capitalisme et covid: chèques de paie et loyers

Pour la classe ouvrière, le coût du logement est une importante dépense qui peut davantage plonger des familles dans la dette et éventuellement les mener à la rue. Ce rapport effectué par notre camarade affilié du TCI au Canada illustre à quel point le confinement engendré par le coronavirus vient exacerber le problème du logement pour la classe ouvrière. Tout comme au Royaume-Uni, il n'y eut pas de gel des loyers, et plusieurs locataires ont simplement cessé de payer leurs loyers, laissant ainsi cette problématique en suspens. Nous pouvons voir à Montréal – ville notoire pour son histoire des luttes pour le logement – des pancartes placardées par les locataires dans certains quartiers qui disent refuser de payer un autre mois de plus. Pour une organisation révolutionnaire politique, la question est de déterminer comment l'éveil d'une conscience combattive chez une partie de la classe ouvrière (les locataires) peut s'étendre à une résistance de classe généralisée; résistance qui rendrait possible notre tâche de souligner le caractère international du capitalisme et qui nous permettrait d'imposer la nécessité d'une organisation politique prolétarienne toute aussi internationale pour en finir avec ce défaillant système qui nous tire toujours plus vers la misère.

Après des décennies d'attaques généralisées sur le prolétariat, – laissé pour compte depuis la grande crise de 2008 et poussé vers des emplois ubérisés (et souvent forcé à dormir dans des voitures uber) – le Coronavirus et la crise de l'économie patronale arrivent tel un coup au plexus solaire. La condition fondamentale qui gangrène notre classe est, bien sûr, la nécessité de travailler dans des emplois à faible revenu en peinant à couvrir les coûts d'un loyer qui ne cesse d'augmenter. En effet, de «1960 à 2014 aux États-Unis, les loyers (ajustés à l'inflation) ont augmenté de 64%, alors que les revenus des ménages n'ont augmenté que de 18%» et «entre 2000 – 2010 : les revenus des ménages ont baissé de 7%, alors que le loyer augmenta de 12%». Dans la ville canadienne de Hamilton, en 2018 seulement, il y eut une «augmentation de 24% à chaque année selon le National Rent Report» alors qu'à Los Angeles, «le coût moyen du logement gonfla à 2527\$, une nette augmentation de 65% depuis 2010» avec une augmentation de la moyenne nationale de «36% durant la même période». La stagnation – ou plutôt la décimation – des revenus, accompagnée d'une augmentation des loyers n'est pas une coïncidence, un fait divers, ou une situation qu'un pansement réformiste

pourrait soigner. Cette réalité est au cœur de la contradiction fondamentale du capitalisme: la baisse tendancielle du taux de profit.

Face à cette crise de la profitabilité, il y eut une attaque générale et prolongée sur la classe ouvrière. Les salaires furent dépréciés par de nombreuses méthodes, comme l'implémentation du travail à la pièce (condition courante dans la gig-économie), rejoint par une attaque globale du «salaire social» alors que les soins de santé se voient fatalement ébranlés par l'austérité. Dans une telle situation, la vente à profit de propriétés immobilières et la gentrification ont permis au capital de toucher à de l'argent facile, avec, bien sûr, le fidèle soutien de l'État. Avec la déplorable hausse de la spéculation immobilière et sa financiarisation massive, les loyers et les frais de logement ont augmenté de 10 à 20 fois dans certains endroits comme à Montréal. À Montréal et à Toronto, nous vîmes l'alliance entre les spéculateurs et l'État étripier ce qu'il restait des protections assurées par les mesures gouvernementales comme la régie du logement; mesures obtenues au fil des années par la lutte ouvrière. Cette double précarité de la hausse des loyers et de la chute des revenus a mis une large partie du prolétariat dans une position où la lutte contre le patronat devient un jeu risqué dans lequel une mauvaise main peut engendrer l'itinérance. Et maintenant, le Coronavirus...

La réponse au covid-19 a exposé les crises sous-jacentes du capitalisme mondial et son sens tordu des priorités. Des décennies d'austérité et de coupures ont sérieusement endommagé la bouée sociale permettant à une vaste majorité de la classe ouvrière de subvenir à ses besoins primaires. De l'éviscération (et la marchandisation) de l'éducation à la mise en lambeaux des systèmes de soins de santé, couplée avec l'implémentation des mesures de distanciation sociale par les gouvernements mondiaux, plusieurs travailleur-euse-s se trouvèrent privé-es de leur seule source de revenu. Aux États-Unis, «6.6 millions firent une demande de chômage durant la semaine du 4 avril» et «plus de 16 millions de demandes de chômage furent déposées dans les trois dernières semaines». Au Canada, en Mars, «44% des foyers disaient avoir perdu du travail», et parmi ces 44%, «66% des canadiens disaient ne pas avoir été payés par leur employeur pour ces heures perdues». En Alberta, province en difficulté économique depuis la baisse des prix pétroliers en 2014, le



premier ministre Jason Kenney dit : «Je m'attends à un taux de chômage en Alberta d'au moins 25%». À l'échelle nationale, avec «Près de six millions de canadiens employés dans ces secteurs les plus touchés», et avec une probabilité de 50% de congédiements, le Canada pourrait faire face à une perte de trois millions d'emplois dans ces secteurs seulement. Cette dévastation engendrée par ces mises à pied ne peut être comprise qu'en prenant en compte de cette situation précaire du logement à laquelle les travailleur-euse-s font face. Des données en 2016 révèlent que «46% des foyers locataires ont moins d'un mois de salaire d'économisé» et «67% ont en compte trois mois de salaire ou moins». Les chiffres les plus bas proviennent des provinces maritimes avec 70% des foyers ouvriers à l'Île du Prince Édouard n'ayant qu'un mois de salaire en économies. Et avec un taux de chômage de 25% en Alberta, tel que prédit par leur premier ministre, plus de 50% des foyers se retrouvent avec moins d'un mois de salaire de côté. Malgré plusieurs mesures d'urgence décrites comme «de vagues mesures non-contraignantes», le fait est que le loyer des travailleur-euse-s est dû et que leurs économies sont à court. Souffrant d'une série de défaites historiques, la classe ouvrière s'est retrouvée à la merci de la crise. Néanmoins, de nouvelles vagues de lutte peuvent servir de points de référence pour de futures actions défensives. L'idée d'une grève des loyers n'est pas étrangère aux grandes lignes des journaux. Même avant la crise du coronavirus, l'augmentation des loyers avait déjà poussé plusieurs travailleur-euse-s vers une lutte pour le logement érigée en rempart contre l'attaque généralisée des capitalistes. En ce moment, l'impact et l'étendue qu'aura cette lutte reste difficile à

prévoir. Toujours est-il qu'il est important de souligner que là où existe un point de référence, une mémoire de classe, la classe ouvrière sera mieux armée pour mener de futures actions. Il n'est donc pas surprenant qu'à Toronto, «une ville ayant les plus hauts coûts du loyer au Canada, avec 2,322\$ en moyenne pour un appartement» et «750,000 propriétés à louer» le slogan «Garde ton loyer» (Keep Your Rent) fut placardé sur les murs de la ville et s'est propagé sur les réseaux sociaux. Ceci n'est pas apparu ex nihilo. Plusieurs locataires à Toronto peuvent se rappeler des luttes pour le logement à Parkdale en 2018, dans lesquelles «une grève des loyers de deux mois dans un gratte-ciel à Toronto-Ouest s'est terminée après qu'un propriétaire abandonna le projet d'une hausse des loyers s'élevant à deux fois au-dessus du montant recommandé par le gouvernement». Ces luttes servent de points de repère aux locataires torontois et leurs permettent d'en tirer des leçons politiques. À Los Angeles, avec une augmentation faramineuse des coûts du loyer et un taux de chômage sans précédent, des locataires et des activistes ont déclarés comme envisageable une «grève du loyer pour le mois de mai».

La direction de la lutte n'est jamais chose certaine, mais il est important que les communistes resituent la situation des logements dans le contexte de la crise globale. Nous nous devons de connecter le lieu de travail avec l'appartement, et de relier les points de références locaux de la lutte avec la lutte internationale dans une situation où il devient impossible pour de plus en plus de travailleur-euse-s salarié-es de vivre comme avant (Marx). La nécessité de s'organiser politiquement pour un renversement révolutionnaire du capitalisme n'est plus sujet au débat abstrait.



Pour quoi Klasbatalo se bat-il?

Nous nous battons pour l'indépendance politique de la classe ouvrière, c'est-à-dire que nous rejetons toute alliance interclassiste avec le capital, incluant sa gauche. Nous croyons que la classe ouvrière doit se battre sur son propre terrain: premièrement pour se défendre contre les attaques des capitalistes et ensuite, pour accomplir sa tâche historique, celle de l'édification d'un avenir communiste qui éliminera à jamais l'exploitation, l'oppression, et la guerre. C'est à ce but que nous luttons pour la création d'un parti communiste mondial, dont la raison d'être est de disséminer les confusions présentes dans la classe ouvrière et de l'unifier pour son ultime finalité; nous croyons que ce parti sera l'outil révolutionnaire le plus crucial pour notre classe. Même si nous sommes en faveur d'un parti, nous ne croyons pas que notre organisation, à elle seule, est le parti. Nous ne croyons pas non plus que notre organisation deviendra le parti au fil du temps. Le parti sera à la fois le produit de l'élargissement de la lutte des classes et le fruit du travail réel des révolutionnaires, dont nous nous considérons comme l'un des nombreux éléments. Nous ne voyons pas non plus ce parti comme un gouvernement-en-devenir, car l'émancipation de l'humanité dépend de la lutte intarissable de toute la classe ouvrière, et cette lutte ne peut être substituée par le dictat d'une minorité.

FB: <https://www.facebook.com/Klasbatalocollective>

Email: klasbatalocollective@gmail.com

Website: <http://www.leftcom.org/fr>